|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2020Genève, 9-19 juin 2020** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: PL 1.4** | **Document C20/65-F** |
| **5 mai 2020** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| lignes directrices relatives à l'utilisation du Programme mondial cybersécurité |

|  |
| --- |
| RésuméÀ sa session de 2019, le Conseil a chargé le Secrétaire général, en parallèle, de lui présenter à sa prochaine session 1) un rapport décrivant la façon dont le cadre offert par le [Programme mondial cybersécurité](https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/Pages/gca.aspx) (GCA) est actuellement utilisé par l'UIT; et 2) des lignes directrices appropriées relatives à l'utilisation du Programme GCA par l'UIT, élaborées avec la participation des États Membres, pour examen et approbation par le Conseil (Documents [C19/117](https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0117/fr) et [C19/58](https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0058/fr)).Conformément à ces instructions, un projet de lignes directrices, élaboré avec l'appui de M. Stein Schjolberg, premier juge (retraité et ancien Président du Groupe HLEG), et avec la participation des États Membres, est soumis pour examen et approbation par le Conseil. Il importe de noter que cette initiative n'a pas vocation à traiter les questions liées à la révision du Programme GCA.Conformément au processus d'élaboration du projet de lignes directrices énoncé dans la Lettre circulaire [(CL-20/18)](https://www.itu.int/md/S20-SG-CIR-0018/en), des consultations ouvertes ont eu lieu pour toutes les parties prenantes du SMSI le 23 avril 2020 pour leur permettre de faire des observations sur le projet de lignes directrices.Suite à donnerLes commentaires des parties prenantes lors des consultations ouvertes ayant souligné le besoin de poursuivre ces consultations sur le projet de lignes directrices, le Conseil est invité à examiner le présent document et à **donner des avis** sur la marche à suivre. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références*Résolution* [*130*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-130-F.pdf) *(Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires**[Programme mondial cybersécurité (GCA)](https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/Pages/gca.aspx),* [*Document C20/36*](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0036/en)*,* [*Document C20/INF/11*](https://www.itu.int/md/S20-CL-INF-0011/en) |

Table des matières

Page

[Section 1 Introduction 3](#_Toc41368783)

[Rappel 4](#_Toc41368784)

[Contexte 5](#_Toc41368785)

[Le Programme GCA: un cadre d'action mondial qui reste pertinent et applicable 8](#_Toc41368786)

[Section 2 Pilier 1: Mesures juridiques 9](#_Toc41368787)

[Introduction 9](#_Toc41368788)

[Évolution du contexte juridique depuis 2008 10](#_Toc41368789)

[Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 1 – Mesures juridiques 12](#_Toc41368797)

[Section 3 Pilier 2: Mesures techniques et de procédure 14](#_Toc41368798)

[Introduction 14](#_Toc41368799)

[Évolution de l'environnement des mesures techniques et de procédure depuis 2008 15](#_Toc41368800)

[Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 2 – Mesures techniques et de procédure 16](#_Toc41368802)

[Section 4 Pilier 3: Structures administratives 17](#_Toc41368803)

[Introduction 17](#_Toc41368804)

[Évolution de l'environnement des structures administratives depuis 2008 17](#_Toc41368805)

[Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 3 – Structures administratives 19](#_Toc41368806)

[Section 5 Pilier 4: Renforcement des capacités 20](#_Toc41368807)

[Introduction 20](#_Toc41368808)

[Évolution de l'environnement du renforcement des capacités depuis 2008 20](#_Toc41368809)

[Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 4 – Renforcement des capacités 22](#_Toc41368810)

[Section 6 Pilier 5: Coopération internationale 23](#_Toc41368811)

[Introduction 23](#_Toc41368812)

[Évolution de l'environnement de la coopération internationale 2008 24](#_Toc41368813)

[Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 5 – Coopération internationale 26](#_Toc41368815)

[Section 7 Lignes directrices générales pour le cadre du Programme GCA 27](#_Toc41368816)

[Annexe 1 − Quelques exemples de l'évolution de la situation aux niveaux régional et
mondial depuis 2008 29](#_Toc41368817)

# Section 1 Introduction

**1.1** La Conférence de plénipotentiaires de l'UIT tenue à Dubaï en 2018 a adopté la [Résolution 130](https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/PublishingImages/Lists/resolutions/AllItems/Res%20130.pdf) (Rév. Dubaï, 2018) intitulée *Renforcement du rôle de l'UIT dans l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication*, par laquelle il est décidé, entre autres choses, *d'utiliser le cadre qu'offre le Programme mondial cybersécurité (GCA) de l'UIT pour mieux orienter les travaux de l'Union sur les efforts visant à instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)*.

**1.2** Lors des discussions qui ont eu lieu en plénière juste avant l'adoption de cette Résolution, le Secrétaire général de l'UIT *a noté avec satisfaction que lors des discussions sur le projet de Résolution, l'importance du Programme GCA avait été largement reconnue. Il a invité la plénière à accepter de conserver le point 12.1 du décide, qui permettrait à l'UIT d'utiliser le Programme GCA pour guider ses travaux sur la confiance et la sécurité dans les TIC. Il demanderait l'avis du Conseil et de l'ancien Président du Groupe d'experts de haut niveau sur le Programme GCA, M. Stein Schjolberg, à ce sujet*[[1]](#footnote-1)*.*

**1.3** Un rapport de l'ancien Président du Groupe d'experts de haut niveau sur le Programme [GCA](https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/Pages/gca.aspx) (HLEG) a été présenté à la session de 2019 du Conseil de l'UIT. Ce rapport conseille l'élaboration de lignes directrices appropriées pour une meilleure utilisation du Programme mondial cybersécurité[[2]](#footnote-2). Le Conseil a chargé le Secrétaire général, en parallèle, de lui présenter à sa prochaine session 1) un rapport décrivant la façon dont le cadre offert par le Programme mondial cybersécurité (GCA) est actuellement utilisé par l'UIT; et 2) des lignes directrices appropriées relatives à l'utilisation du Programme GCA par l'UIT, élaborées avec la participation des États Membres, pour examen et approbation par le Conseil[[3]](#footnote-3).

**1.4** Conformément à ces instructions, un projet de lignes directrices relatives à l'utilisation du Programme GCA par l'UIT, élaboré avec l'appui de M. Stein Schjolberg, premier juge (retraité et ancien Président du Groupe HLEG), et avec la participation des États Membres, est soumis pour examen et approbation par le Conseil[[4]](#footnote-4). Le Secrétaire général remercie aussi Mme le Professeur Solange Ghernaouti (Swiss Cybersecurity Advisory & Research Group, Université de Lausanne) de ses suggestions et contributions sur les sections relatives aux Piliers 2 et 4 du Programme GCA et M. Noboru Nakatani (ancien Directeur exécutif du Complexe mondial INTERPOL pour l'innovation) sur la section relative au Pilier 3 du Programme GCA. Il importe de noter que cette initiative n'a pas vocation à traiter les questions liées à la révision du Programme GCA.

**1.5** Conformément au processus d'élaboration du projet de lignes directrices énoncé dans la Lettre circulaire [(CL-20/18)](https://www.itu.int/md/S20-SG-CIR-0018/en), des consultations ouvertes ont eu lieu pour toutes les parties prenantes du SMSI le 23 avril 2020 pour leur permettre de faire des observations sur le projet de lignes directrices. Plus de 160 participants ont assisté à la réunion et fait des observations sur chaque section du projet de lignes directrices. Différents points de vue ont été exprimés lors des consultations ouvertes et figurent dans un bref résumé de ces consultations élaboré par le Secrétariat de l'UIT (Document [C20/INF/11](https://www.itu.int/md/S20-CL-INF-0011/en)). En outre, tous les commentaires reçus des participants par écrit immédiatement après la consultation ouverte ont également été publiés sur le [site web](https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/Pages/gca-guidelines.aspx). Parmi ces commentaires, les participants ont souligné la nécessité de poursuivre les consultations avec les parties prenantes.

Rappel

**1.6** Un rôle fondamental de l'UIT, fondé sur les orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, est de renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC).

**1.7** Lors du SMSI en 2005, des chefs d'État et des dirigeants mondiaux ont désigné l'UIT comme coordonnateur de la grande orientation C5, intitulée "Établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC"[[5]](#footnote-5). Pour s'acquitter de cette mission, l'UIT a lancé le GCA en 2007, cadre de coopération internationale dans ce domaine.

**1.8** Le GCA est composé de cinq Piliers ou domaines d'activité: mesures juridiques, mesures techniques et de procédure, structures organisationnelles, renforcement des capacités et coopération internationale. Il est conçu pour favoriser la coopération multi-parties prenantes et l'efficacité, en encourageant la collaboration avec et entre toutes les parties prenantes concernées et en tirant parti des initiatives existantes pour éviter tout chevauchement d'activité.

**1.9** Par la suite, le Groupe d'experts de haut niveau sur le Programme GCA a été créé en octobre 2007, avec pour mission d'aider le Secrétaire général de l'UIT à formuler à l'intention des États Membres des propositions stratégiques sur la promotion de la cybersécurité. Il était présidé par M. Stein Schjolberg, premier juge (retraité).

**1.10** Le Groupe d'experts de haut niveau était composé de près de cent experts internationaux indépendants représentant de multiples parties prenantes du monde entier. Il a regroupé les avis à l'intention du Secrétaire général de l'UIT concernant les cinq Piliers dans un Rapport du Président établi en août 2008[[6]](#footnote-6) (Rapport HLEG 2008). Dans le Rapport, le Président du HLEG a souligné ce qui suit:

*Les coûts associés aux cyberattaques sont considérables – en termes de manque à gagner, de pertes de données sensibles, de dégâts causés aux équipements, d'attaques par déni de service et d'interruptions de réseau. Le développement futur et les possibilités associées à la société de l'information en ligne sont remis en cause par la multiplication des cybermenaces.*

*De plus, le cyberespace ne connaît pas de frontières: en quelques minutes seulement, les cyberattaques peuvent causer des dégâts inimaginables dans plusieurs pays. Les cybermenaces sont un problème mondial et nécessitent une réponse mondiale faisant intervenir toutes les parties prenantes.*

**1.11** En 2008, les travaux sur les cinq Piliers du GCA ont constitué une innovation majeure dans l'approche mondiale des questions de cybersécurité. Plus d'une décennie s'est écoulée depuis la présentation du Rapport du HLEG de 2008. Globalement, il est reconnu sur le plan international que les TIC sont un outil indispensable pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies, et que pour atteindre ces Objectifs, il est important que tout un chacun, partout dans le monde, ait confiance dans l'utilisation des TIC. L'objectif de "renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC" est donc plus que jamais un but essentiel à la réalisation des ODD.

Contexte

**1.12** Largement salué par les membres de l'UIT, le cadre qu'offrent les cinq Piliers du Programme GCA a, d'une manière générale, résisté à l'épreuve du temps. Il constitue toujours un large cadre de coopération internationale sur la cybersécurité, délimité par les documents adoptés par le SMSI, en particulier les principes énoncés dans la grande orientation C5. Les recommandations associées figurant dans le Rapport du HLEG de 2008 restent d'actualité aujourd'hui[[7]](#footnote-7), sauf pour quelques éléments particuliers qui sont obsolètes ou ont été remplacés à l'occasion d'autres manifestations.

**1.13** Bien sûr, le paysage des TIC a subi de profonds changements depuis 2008, les TIC étant aujourd'hui la base de chaque secteur de la société et de la plus grande partie des infrastructures essentielles[[8]](#footnote-8). Le monde assiste à l'émergence et à l'adoption de nouvelles technologies à un rythme soutenu, avec par exemple:

• la généralisation de l'adoption de l'Internet des objets qui rassemble des dizaines, si ce n'est des centaines, de milliards de nouveaux dispositifs interconnectés, ce qui est aussi à l'origine d'un nombre considérable de nouvelles vulnérabilités potentielles;

• l'essor de l'intelligence artificielle en tant qu'outil pour exploiter les données, en particulier les mégadonées, qui permet à l'homme de prendre des décisions plus éclairées et permet aux machines de prendre de manière autonome et sans intervention humaine des décisions dites intelligentes, tout en allant de pair avec des défis concernant la confiance et la sécurité ainsi que la sauvegarde des droits de l'homme;

• les nouvelles technologies et normes de communication, comme la 5G, qui permettent d'accroître de manière exponentielle le débit des communications par rapport à celui que nous connaissons aujourd'hui;

• l'informatique quantique qui offre des vitesses de calcul bien supérieures aux capacités actuelles, ouvrant de nouveaux horizons incroyables mais rendant par ailleurs vulnérables, entre autres, les algorithmes cryptographiques actuels; et

• les nouvelles technologies de sécurité, comme les technologies de registres distribués (dont la "blockchain" est l'une des mises en œuvre les plus utilisées), qui offrent des solutions bien plus efficaces pour préserver les systèmes et les données associées. Un nombre croissant de pays partout dans le monde s'orientent aussi de plus en plus vers l'adoption de systèmes d'identités numériques.

**1.14** En outre, l'adoption à grande échelle, partout dans le monde, des réseaux sociaux, a largement contribué à façonner l'écosystème mondial des TIC depuis 2008. Les utilisateurs que rassemblent certains réseaux sociaux sont parfois plus nombreux que les habitants de plusieurs pays réunis – c'est par exemple le cas avec Facebook qui compte plus de 2,5 milliards d'utilisateurs actifs par mois (décembre 2019)[[9]](#footnote-9). Les médias sociaux jouent un rôle essentiel pour connecter les personnes partout dans le monde, gommant les frontières géographiques et permettant d'accéder facilement, à une vitesse et à des échelles sans précédent, à l'information et aux possibilités offertes. Ils sont également à l'origine de graves préoccupations en matière de confiance – concernant la vie privée et la sécurité des utilisateurs et des données qu'ils génèrent, l'authenticité et la fiabilité des informations disponibles sur les réseaux sociaux, la diffusion de contenus haineux, etc.[[10]](#footnote-10)

**1.15** De plus, d'autres facteurs comme l'apparition du "dark web" continuent de susciter des préoccupations croissantes dans le monde entier concernant les activités criminelles dans le cyberespace, notamment sur des aspects comme l'accès à des outils, services et contenus malveillants.

**1.16** Compte tenu de cette évolution, toutes les parties prenantes, y compris les pouvoirs politiques, reconnaissent de plus en plus la diversité des mesures urgentes à prendre pour faire progresser la cybersécurité, qui vont de la protection des infrastructures critiques à la sauvegarde de la vie privée des utilisateurs. La cybersécurité, qui pourrait constituer une menace pour la sécurité nationale de tous les pays, est une priorité au plus haut niveau politique des administrations, qui investissent toujours plus dans des mesures de gouvernance et d'administration pour susciter une réponse faisant intervenir toutes les entités publiques dans le but de renforcer leur cyberrésilience nationale.

**1.17** La pandémie de COVID-19 en 2020 n'a fait que souligner encore le caractère essentiel des TIC pour la santé et la sécurité et pour faire avancer notre économie et notre société. Du télétravail et du commerce électronique à la télémédecine et à l'apprentissage à distance, les services et les infrastructures des TIC permettent de répondre en permanence à des besoins essentiels. La crise de la COVID-19 a également accentué la nécessité de traiter les problèmes critiques et en évolution rapide de la cybersécurité que pose le degré élevé de dépendance de la société à l'égard des TIC.

**1.18** Dans le cadre du GCA, chacun des cinq Piliers a évolué de façon autonome depuis une dizaine d'années.

**1.19** En 2019, plus de 125 pays ont signé et/ou ratifié des conventions, déclarations, lignes directrices ou accords divers sur la cybersécurité et la cybercriminalité comme la [Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité de 2001](https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/185) qui a été ratifiée par 65 États (mars 2020) et un deuxième Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité dont les négociations ont commencé en en 2017[[11]](#footnote-11). Le [Manuel de Tallin 2.0](https://ccdcoe.org/research/tallinn-manual/) a aussi été publié en 2017. Il souligne que la portée du droit international en matière de cyberguerre s'applique aussi aux régimes juridiques en temps de paix[[12]](#footnote-12). Au sein de la 1ère Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, un Groupe d'experts gouvernementaux (GGE)[[13]](#footnote-13) et un groupe de travail à composition non limitée (OEWG)[[14]](#footnote-14) continuent d'étudier les menaces que représente l'utilisation des TIC dans le contexte de la sécurité internationale et particulièrement la manière dont ces menaces devraient être traitées.

**1.20** Les technologies TIC innovantes, comme l'informatique en nuage, les réseaux pilotés par logiciel (SDN), la virtualisation des fonctions de réseau (NFV), la 5G, les mégadonnées, l'IA, etc., brouillent les frontières du marché et les frontières géographiques, rendant l'écosystème de la cybersécurité de plus en plus dynamique et complexe. Les nouvelles technologies et les nouveaux acteurs commerciaux peuvent entraîner une exposition à de nouvelles vulnérabilités et menaces, d'autant plus que la priorité donnée par le secteur privé aux performances, aux parts de marché et aux coûts est souvent privilégiée par rapport aux investissements dans la sécurité au stade de la conception. Un certain nombre de questions posent des défis majeurs face à ces technologies, comme trouver un moyen de réduire et de maîtriser le nombre de vulnérabilités en assurant la sécurité dès la conception (car des produits restent encore vulnérables dès leur phase de conception elle-même), renforcer la confiance dans les produits et les services tout au long de leur

cycle de vie par des mécanismes, des protocoles et des normes d'accréditation et assurer l'utilisation légitime des données produites par l'utilisateur tout en protégeant la vie privée de ce dernier. La normalisation et des processus de certification/accréditation périodiques pourraient aider à réduire le nombre et les incidences des vulnérabilités en contribuant à créer une culture de la sécurité dès la conception, ce qui permettrait de renforcer la confiance dans ces technologies. Toutefois, la normalisation de la sécurité, c'est-à-dire l'élaboration de mesures techniques et de procédure pour la sécurité, reste une cible mouvante car elle nécessite un secteur d'activité à la pointe de la technologie, des autorités de réglementation spécialistes de la technologie et, le cas échéant, des organismes de contrôle.

**1.21** Un certain nombre d'organisations nationales, régionales et internationales ont été mises en place pour s'attaquer au problème de la cybersécurité. Parmi les exemples d'initiatives nationales et régionales, citons AFRIPOL, AMERIPOL, GCCPOL, le Centre océanien de cybersécurité (OCSC), le Centre australien de cybersécurité (ACSC), le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3), le Centre de coordination national russe sur les incidents informatiques et le Centre de coordination indien sur la cybercriminalité (I4C). En ce qui concerne les entités internationales, les efforts récents comprennent le Centre mondial de capacité en matière de cybersécurité (GCSCC), le Forum mondial sur la cyberexpertise (GFCE), le Complexe mondial INTERPOL pour l'innovation (IGCI), le Centre mondial pour la cybersécurité du WEF et d'autres encore.

**1.22** En outre, le manque de compétences et de connaissances dans les dimensions techniques, juridiques, administratives et humaines de la cybersécurité peut également nuire aux infrastructures nationales vitales. Il est probable qu'actuellement, de nombreux utilisateurs finals des TIC ne comprennent pas pleinement les questions de cybersécurité ou ne disposent pas des compétences ou des outils nécessaires pour protéger au mieux leurs données, leur vie privée et leurs biens, les utilisateurs les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, étant particulièrement exposés. Le renforcement des aptitudes, des compétences et des mesures qui contribueront à l'instauration d'une culture de la cybersécurité efficace reste un enjeu fondamental.

Le Programme GCA: un cadre d'action mondial qui reste pertinent et applicable

**1.23** Les activités mises en œuvre dans le cadre du Programme GCA, y compris celles menées par l'UIT au titre de sa mission et de son rôle en tant que coordonnateur pour la grande orientation C5 du SMSI évoluent, tout comme l'environnement des TIC.

**1.24** Le Programme GCA est très utile pour l'action menée par l'UIT en vue d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC. En tant que cadre, il s'applique aux niveaux mondial, régional et national et devrait continuer d'être mis en œuvre de cette façon. Au titre de son mandat, s'appuyant sur le cadre du Programme GCA, l'UIT travaille afin d'amener des parties prenantes différentes à collaborer sur un certain nombre d'initiatives, y compris pour aider les États Membres à définir leur stratégie nationale en matière de cybersécurité, à renforcer leur infrastructure en élaborant et en appliquant des normes internationales de sécurité, à créer des équipes d'intervention en cas d'incident informatique, à mettre en place des initiatives visant à

protéger les enfants en ligne et à renforcer les capacités humaines et les compétences nécessaires. Différentes initiatives multi-parties prenantes comme celle pour la protection en ligne des enfants ont été lancées dans le cadre du Programme GCA[[15]](#footnote-15).

**1.25** Afin de renforcer les efforts en vue de l'utilisation du Programme GCA, des orientations supplémentaires sont proposées dans les sections suivantes. Pour élaborer ces orientations, il a été tenu compte des recommandations du Rapport du HLEG de 2008, des activités de l'UIT depuis lors, des évolutions sur le terrain depuis 2008 et des [contributions reçues des États Membres](https://www.itu.int/md/S20-GCA-C/en) (conformément à la Lettre circulaire ([CL-20/18](https://www.itu.int/md/S20-SG-CIR-0018/en))).

**1.26** En ce qui concerne le public cible des lignes directrices, certaines des lignes directrices générales donnent des indications aux membres de l'UIT, ainsi qu'à ses parties prenantes et partenaires, sur une meilleure utilisation du Programme GCA conformément au rôle de l'UIT en tant que coordonnateur de la grande orientation C5, et d'autres donnent des orientations au Secrétariat de l'UIT pour mener ses activités à cet égard conformément aux résolutions pertinentes de l'UIT. Ce format est similaire à celui suivi dans le Rapport du HLEG de 2008.

**1.27** Tout en reconnaissant l'interdépendance mutuelle des cinq Piliers, chaque section traite d'un pilier spécifique du Programme GCA et propose des lignes directrices spécifiques pour son utilisation. La section 2 porte sur les mesures juridiques. La section 3 porte sur les mesures techniques et de procédure. La section 4 porte sur le renforcement des capacités. La section 5 porte sur les structures administratives et la section 6 sur la coopération internationale. La section 7 contient quelques lignes directrices générales et transversales pour l'utilisation du cadre du Programme GCA.

# Section 2 Pilier 1: Mesures juridiques

Introduction

**2.1** La dimension juridique de la cybersécurité est essentielle pour garantir que les citoyens de tous les pays gardent confiance dans l'utilisation des TIC.

**2.2** Le Rapport du HLEG de 2008 indiquait que le premier Pilier du Programme GCA visait à promouvoir la coopération et à fournir des conseils stratégiques au Secrétaire général de l'UIT sur les réponses législatives à apporter aux questions juridiques en constante évolution dans le domaine de la cybersécurité, notamment sur la manière dont les activités criminelles commises au moyen des TIC pouvaient être traitées par la législation d'une manière compatible au niveau international. Les discussions ont permis de constater que l'UIT pourrait concevoir des stratégies pour l'élaboration d'une législation modèle en matière de cybercriminalité sous forme de lignes directrices. Le Rapport a recommandé des initiatives régionales pertinentes comme références, notamment la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe de 2001.

Évolution du contexte juridique depuis 2008

**2.3** Des organisations régionales ont élaboré nombre de conventions, déclarations, accords et lignes directrices sur la cybersécurité après 2008 (voir Annexe 1). Comme mentionné ci-dessus, plus de 125 pays ont signé et/ou ratifié des conventions, déclarations, lignes directrices ou accords divers sur la cybersécurité et la cybercriminalité, ce qui a, dans une certaine mesure, entraîné une fragmentation et une diversité au niveau international.

**2.4** Il a été suggéré d'apporter une réponse plus coordonnée et structurée au niveau mondial pour relever les défis multiples liés à la cybersécurité mondiale, et aussi d'inclure dans toute ligne directrice sur les mesures juridiques des principes d'harmonisation de la législation sur plusieurs questions de portée mondiale[[16]](#footnote-16). De plus, certains ont suggéré d'élaborer des principes pour la formulation d'un cadre international pour le cyberespace aux fins d'une coordination mondiale[[17]](#footnote-17).

Mesures juridiques et nouvelles technologies

**2.5** Pour certains experts, il conviendrait que les méthodes et comportements dont l'intention est criminelle dans le cyberespace soient couverts par le droit pénal[[18]](#footnote-18). De nombreux pays ont adopté ou se préparent à adopter de nouvelles législations visant certains de ces comportements. Quelques exemples de technologies et de tendances récentes qui pourraient avoir un effet sur les mesures juridiques sont présentés ci-dessous.

a) Cyberattaques mondiales

Des cyberattaques mondiales contre des infrastructures de communication et d'information essentielles apparaissent comme une menace pour la sécurité nationale. Des gouvernements, des organisations internationales et des institutions privées ont tous été la cible de cyberattaques mondiales. Certains experts avancent donc que les efforts mondiaux visant à harmoniser les mesures juridiques dans divers domaines devraient inclure les aspects liés à la cybersécurité[[19]](#footnote-19).

b) Comportements criminels sur les réseaux sociaux

Des appels sont lancés pour que des mesures soient prises afin de contrer les comportements illégaux, comme les discours de haine, sur les réseaux sociaux. De nouvelles initiatives ont vu le jour pour traiter de ces questions, comme le partenariat du [Forum Internet mondial de lutte contre le terrorisme](https://www.gifct.org/about/) entre les Nations Unies et les entreprises du secteur des technologies Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube.

c) L'Internet des objets (IoT)

La technologie intelligente change la façon dont la population mondiale vit, interagit et travaille[[20]](#footnote-20).En 2016, lors de l'une des plus grandes attaques web jamais réalisées, l'infrastructure web du monde entier a été attaquée par un botnet de dispositifs connectés piratés, allant de webcams à des routeurs. Des inquiétudes ont été soulevées à l'échelle mondiale à cet égard. Par exemple, en 2017, le FBI américain a souligné les diverses possibilités offertes aux cybercriminels pour accéder à l'IoT et à d'autres dispositifs ainsi qu'aux informations attachées à ces réseaux[[21]](#footnote-21). L'avènement de nouvelles technologies comme la 5G et l'omniprésence des dispositifs interconnectés étant devenus une réalité, il est probable que les risques augmentent[[22]](#footnote-22).

d) L'intelligence artificielle (IA)

La transparence algorithmique, y compris la traçabilité des actions entreprises, est un facteur très important pour établir la responsabilité des décisions prises par des systèmes partiellement ou entièrement automatisés, et ainsi garantir la confiance dans les applications et services des TIC. Les experts ont constaté que pour plusieurs types de techniques d'IA, comme l'apprentissage profond, il est difficile de déterminer comment les résultats sont atteints. À mesure que les processus décisionnels automatisés se généralisent dans les applications et services destinés aux consommateurs et aux entreprises, la nécessité d'une plus grande clarté sur les aspects juridiques concernant l'obligation de rendre des comptes et la responsabilité pour les analyses et les décisions que ces processus fournissent deviendra de plus en plus importante[[23]](#footnote-23).

e) Contenus à caractère pédopornographique

La [Convention relative aux droits de l'enfant](https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx) (CRC) a été adoptée en 1989. L'article 34 de la Convention oblige les États parties à prendre des mesures appropriées pour protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels. En 2002, un [Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants](https://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/OPSCCRC.aspx) est entré en vigueur. Les contenus en ligne à caractère pédopornographique se sont répandus avec la croissance de l'Internet et des réseaux sociaux. Des experts ont préconisé une approche globale pour la prévention de ces abus[[24]](#footnote-24). Il s'agit notamment de mesures visant à empêcher le développement et l'accès aux sites web qui comportent des contenus à caractère pédopornographique, y compris le blocage, le filtrage ou toute autre technologie similaire.

Droit procédural – Principes généraux

**2.6** L'adoption du droit procédural nécessaire pour établir les pouvoirs et les procédures de poursuite des comportements criminels dans le cyberespace a été considérée comme une mesure juridique essentielle pour la prévention, les enquêtes et les poursuites au niveau mondial en matière de cybersécurité et de cybercriminalité. Toutefois, certains experts ont noté que ces pouvoirs et procédures pourraient également être nécessaires pour la poursuite d'autres infractions pénales commises au moyen d'un système informatique, et que des règlements pourraient s'appliquer à la collecte de preuves sous forme électronique de toutes les infractions pénales[[25]](#footnote-25). Toutes les lois procédurales devraient être conformes aux obligations et aux normes du droit international des droits de l'homme.

Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 1 – Mesures juridiques

**2.7** Comme nous l'avons mentionné précédemment, les cinq Piliers du Programme GCA sont tous interdépendants, celui des mesures juridiques les recouvrant tous.

**2.8** Depuis le lancement du Programme GCA, l'UIT s'est consacrée essentiellement aux domaines de la cybersécurité qui correspondent à son mandat de base et à ses connaissances spécialisées, notamment le domaine technique et celui du développement, à l'exclusion de ceux qui concernent l'application par les États Membres de principes juridiques ou politiques se rapportant à la défense et la sécurité nationales, à la cybercriminalité et aux contenus, qui relèvent de leurs droits souverains. En conséquence, concernant les activités au titre du Pilier 1, l'UIT s'est principalement attachée à faciliter la collaboration, au moyen de mécanismes comme des protocoles d'accord, avec d'autres organisations internationales et parties prenantes (comme INTERPOL et l'ONUDC) qui peuvent avoir un mandat principal dans ce domaine pour fournir une assistance aux pays. Il s'agit notamment d'aider les États Membres à comprendre les aspects juridiques de la cybersécurité en mettant à leur disposition [ses ressources sur la législation relative à la cybercriminalité et le recueil sur la cybercriminalité de l'ONUDC](http://www.itu.int/ITU-D/cyb/cybersecurity/legislation.html). Des travaux ont aussi été menés pour aider les États Membres des Caraïbes, de l'Afrique subsaharienne et des îles du Pacifique à harmoniser les réglementations et les législations en matière de TIC, y compris les cadres juridiques relatifs à la cybercriminalité.

|  |
| --- |
| **2.9** Compte tenu des progrès rapides de la technologie, les mesures prises par les organisations et les pays doivent évoluer pour suivre le rythme du changement. Cela rend le défi de la cybersécurité encore plus complexe et exige un examen approfondi sous différents angles. Dans ce contexte, les lignes directrices proposées pour l'utilisation du Pilier 1 sont présentées ci-dessous:**a)** L'UIT devrait poursuivre ses efforts pour faciliter les discussions et la collaboration multipartites sur les difficultés liées au traitement de la question de la cybersécurité et, en particulier, renforcer ses relations avec les partenaires et autres parties prenantes pour fournir une assistance aux États Membres à cet égard.**b)** L'UIT devrait continuer à travailler avec des partenaires pour élaborer et tenir à jour des ressources, comme les ressources sur la législation relative à la cybercriminalité, pour aider les États Membres à comprendre les aspects juridiques de la cybersécurité, tout en soutenant l'échange de données d'expériences et de connaissances entre les États Membres pour les aider à élaborer des cadres dans ce domaine, notamment en matière de législation.**c)** L'UIT, en collaboration avec des partenaires appropriés, devrait favoriser une meilleure compréhension des difficultés et des risques liés à la cybersécurité que présentent les technologies émergentes pour les mesures juridiques existantes et faciliter l'échange d'études de cas et de bonnes pratiques aux niveaux national, régional et international.**d)** Les États Membres sont instamment priés de concevoir et d'élaborer toute mesure juridique appropriée conformément à leurs obligations en matière de droits de l'homme.**e)** Les États Membres sont encouragés à coopérer et à travailler avec d'autres parties prenantes pour trouver un terrain d'entente mondial sur les mesures juridiques en matière de cybersécurité, en prenant note et en s'inspirant des cadres existants comme la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité de 2001 et les travaux menés dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies[[26]](#footnote-26).**f)** Les États Membres sont encouragés à continuer de prendre les mesures juridiques appropriées pour protéger leurs infrastructures essentielles de communication et d'information (et tout actif, système ou partie de celles-ci) qui sont indispensables au maintien de fonctions vitales de la société comme la santé, la sûreté, la sécurité, le bien-être économique ou social des personnes, et pour prévenir toute perturbation ou destruction susceptible d'avoir des incidences importante sur ces infrastructures essentielles et d'entraîner leur dysfonctionnement.**g)** Les États Membres doivent également prendre des mesures juridiques appropriées pour mettre en œuvre des programmes efficaces visant à prévenir ou à interdire la diffusion de matériel en ligne à caractère pédopornographique, notamment en prenant des mesures préventives pour détecter, désorganiser et démanteler les réseaux, organisations ou structures utilisés pour la production et/ou la diffusion de matériel en ligne à caractère pédopornographique, et pour mettre en place des mécanismes permettant de détecter et de poursuivre les auteurs d'infractions tout en identifiant et en protégeant les victimes. À cet égard, l'UIT devrait continuer à renforcer le programme Protection en ligne des enfants en tant que plate-forme de travail avec des partenaires et des parties prenantes pour favoriser l'échange de connaissances, d'informations, d'activités et de résultats sur tous les aspects, y compris les mesures juridiques qui peuvent faciliter et soutenir l'action des pays sur cette question essentielle.**h)** Notant que le principe de la souveraineté des États s'applique dans le cyberespace, les États Membres sont encouragés à explorer des mécanismes qui protègent les droits fondamentaux et la sécurité des citoyens tout en facilitant l'accès légal au contenu des communications lorsque le chiffrement de bout en bout a été mis en œuvre[[27]](#footnote-27). |

# Section 3 Pilier 2: Mesures techniques et de procédure

Introduction

**3.1** Le Programme GCA a guidé l'élaboration et la mise en œuvre de diverses initiatives, contribuant ainsi à la maturité du débat sur la cybersécurité aux niveaux international, régional et national. Une difficulté de taille reste de répondre d'une façon cohérente au besoin de mesures de cybersécurité efficaces et efficientes, que ce soit au niveau stratégique ou opérationnel.

**3.2** Aujourd'hui, il peut sembler que les dimensions identifiées par les Piliers 1, 3, 4 et 5 du Programme GCA prennent de plus en plus d'importance dans le domaine de la cyberdiplomatie et du dialogue international, et l'emportent souvent sur le Pilier 2. Cependant, les questions techniques peuvent souvent être à l'origine de tous les autres Piliers. La maîtrise du cyberrisque par des mesures technologiques et de procédure reste de première importance, notamment dans le contexte des infrastructures essentielles. Compte tenu du rôle qu'elle joue depuis longtemps, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies et organisation mondiale de normalisation, l'UIT est bien placée pour faire progresser le domaine des normes et des mesures techniques liées à la sécurité.

Évolution de l'environnement des mesures techniques et de procédure depuis 2008

**3.3** Les technologies (actuelles et émergentes) et les pratiques numériques qui en découlent sont en constante évolution. Cette dimension technique dynamique est quelque peu indépendante des autres Piliers du Programme GCA et évolue largement de façon autonome, en tenant compte de manière limitée des besoins et des incidences sur le sujet des quatre autres Piliers.

**3.4** Pour que toutes les infrastructures, applications et services fonctionnent, les activités de normalisation sont fondamentales. L'UIT, avec ses nombreuses parties prenantes, offre une plate‑forme unique pour la normalisation mondiale des TIC.

**3.5** Au sein de l'UIT, la CE 17 de l'UIT-T est la principale Commission d'études pour les normes de sécurité − ayant publié plus de 200 normes axées sur la sécurité. Elle travaille actuellement sur divers domaines technologiques émergents, notamment la sécurité des technologies financières, la sécurité de l'IoT (y compris la sécurité l'Internet industriel), la sécurité des systèmes de transport intelligents, la technologie des registres distribués, la distribution de clés quantiques, l'apprentissage machine pour contrer le spam, la sécurité de la 5G, l'informatique en périphérie, la protection des informations d'identification personnelle, l'informatique multipartite et les lignes directrices pour la création, l'exploitation et l'automatisation des centres de cyberdéfense, entre autres. En mettant en œuvre les recommandations du Rapport du HLEG de 2008 sur la "collaboration" (par exemple, 2.1, 2.6, 2.7, 2.10, 2.12, 2.16), la CE 17 recueille et tient à jour une base de données des normes de sécurité des TIC[[28]](#footnote-28) accessible au public, qui comprend 2 600 normes de sécurité existantes et en cours d'élaboration provenant de 13 organisations de normalisation essentielles, dont le 3GPP, l'ATIS, l'ETSI, l'IEEE, l'IETF, l'ISO/CEI JTC 1, l'UIT, l'OASIS, l'OneM2M, etc.

**3.6** Si la CE 17 de l'UIT-T reste la principale Commission d'études pour les normes de sécurité, la plupart – sinon toutes – les autres Commissions d'études traitent également des aspects liés à la sécurité dans leurs domaines d'étude respectifs, par exemple la CE 20 sur l'IoT et ses applications (y compris les villes et communautés intelligentes), la CE 13 sur les réseaux de prochaine génération ou la CE 16 sur le codage, les systèmes et les applications multimédias, entre autres. Les différents groupes spécialisés sur les technologies émergentes, comme l'IA et la santé, l'apprentissage machine et la 5G, les technologies des registres numériques, les technologies de l'information quantique pour les réseaux, notamment, abordent aussi les défis liés à la sécurité. Il importe qu'une coopération étroite soit développée entre les différents groupes, la CE 17 jouant un rôle de coordination ou de direction, pour que le plus haut degré possible de sécurité de bout en bout soit maintenu tout au long du processus de normalisation du cycle de mise au point des produits et services liés aux TIC.

La prolifération des initiatives de normalisation et la nécessité d'une coopération accrue

**3.7** La normalisation internationale en matière de cybersécurité est difficile en raison de la diversité des technologies et de l'arrivée d'acteurs divers dans tous les secteurs, et particulièrement ardue pour les pays en développement qui peuvent manquer de capacités opérationnelles et de compétences techniques en matière de cybersécurité.

**3.8** A cet égard, la Recommandation 2.1 du Rapport du HLEG de 2008 reste plus que jamais d'actualité: "En ce qui concerne les possibilités de renforcer la collaboration avec les travaux existants en matière de cybersécurité en dehors de l'UIT, l'UIT devrait travailler avec les centres de compétence externes existants pour identifier, soutenir et encourager l'adoption de procédures et de mesures techniques de sécurité renforcées"[[29]](#footnote-29).

**3.9** De plus, comme précisé dans la Recommandation 2.2 du Rapport du HLEG de 2008, l'UIT est désignée comme étant "le centre d'excellence mondial"[[30]](#footnote-30) pour s'occuper du processus de normalisation internationale et des normes relatives aux mesures techniques et de procédure. Pour y parvenir, les pays technologiquement les plus avancés et leur secteur privé devraient être encouragés à participer aux activités de l'UIT et à collaborer à l'élaboration de normes techniques et de procédure, y compris celles liées à la sécurité.

**3.10** Il est essentiel de continuer à renforcer la coordination et la collaboration avec les autres organisations de normalisation, sur une base de réciprocité, afin d'assurer la sécurité de bout en bout, la sécurité dès la conception, l'évaluation des risques et l'interopérabilité tout au long du cycle de vie du produit.

**3.11** Le Rapport du HLEG de 2008 a souligné l'importance des "principales mesures permettant de remédier aux vulnérabilités des produits logiciels (systèmes, protocoles et normes d'accréditation)"[[31]](#footnote-31). À cet égard, l'UIT devrait continuer à adapter ses travaux, en tenant compte des nouvelles technologies et exigences. Pour chacune de ces technologies ou chacun de ces domaines, les exigences suivantes devraient être prises en considération:

• nécessité de la sécurité dès la conception ou de la sécurité par défaut dans chaque élément et chaque interface dans un écosystème des TIC hétérogène au stade de la conception;

• nécessité de paramètres appropriés pour déceler le niveau de sécurité au moment de la mise en œuvre; et

• nécessité de processus d'évaluation et de certification périodiques pour certifier le niveau de sécurité d'un ensemble de données/produit/système/service tout au long de son cycle de vie après déploiement.

Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 2 – Mesures techniques et de procédure

|  |
| --- |
| **3.12** Toutes les recommandations relatives au Pilier 2 figurant dans le Rapport du HLEG de 2008 restent valables. Compte tenu de ce qui précède, les lignes directrices suivantes sont proposées pour le Pilier 2: **a)** Les Commissions d'études de l'UIT devraient se concentrer sur les technologies de sécurité émergentes afin d'étudier et de formuler des lignes directrices pour l'utilisation de technologies connexes, et guider les États Membres dans l'application de ces dernières en temps utile afin de contrer l'évolution et la progression des cybermenaces. |

|  |
| --- |
| **b)** Un mécanisme de coopération étroite devrait être établi entre les différentes Commissions d'études de l'UIT-T concernant l'étude des questions liées à la sécurité, la CE 17 jouant un rôle de coordination ou de direction, de façon que le plus haut degré possible de sécurité de bout en bout soit maintenu tout au long du processus de normalisation de tous les composants et interfaces des produits TIC.**c)** Une coordination et une collaboration étroites, sur la base de la réciprocité, de l'UIT avec d'autres organisations de normalisation, devraient être encouragées pour garantir que la sécurité de bout en bout des applications et services variés soit maintenue tout au long du cycle de vie du produit.**d)** L'UIT devrait continuer à recueillir les normes de sécurité des TIC au niveau mondial. Les autres organisations de normalisation et les groupes du secteur privé sont encouragés à soumettre leurs normes sur les mesures techniques et de procédure à l'UIT-T pour adoption en tant que Recommandations de l'UIT-T.**e)** Les États Membres sont encouragés à s'engager dans une vision mondiale commune de la cybersécurité, à poursuivre la mise en œuvre de ces recommandations et à aider l'UIT à devenir "le centre mondial d'excellence" pour l'élaboration de Recommandations sur les mesures techniques et de procédure de cybersécurité dans les domaines relevant de son mandat (comme indiqué dans le Rapport du HLEG de 2008).**f)** Les États Membres sont encouragés à participer à des accords de certification mutuelle en vue d'un cadre mondial de gestion de la cybersécurité fondé sur des normes harmonisées. |

# Section 4 Pilier 3: Structures administratives

Introduction

**4.1** Les structures administratives au niveau de la coordination nationale, régionale et internationale peuvent être analysées selon que l'objectif de leur coopération est stratégique ou opérationnel. Dans une structure stratégique, les organisations mettent davantage l'accent sur l'établissement d'une relation de collaboration que sur la réalisation d'opérations conjointes en cas de cyberincident. En revanche, dans une structure opérationnelle, les organisations forment des systèmes de partage de renseignements efficaces pour échanger rapidement des informations afin de réagir rapidement aux cyberincidents. Cette distinction peut être utile pour comparer les différentes structures administratives dans le monde et mettre en évidence leurs différences.

**4.2** Il faut mettre en place des mécanismes et des structures institutionnelles efficaces au niveau national pour lutter en toute fiabilité contre les cybermenaces et les incidents. L'absence de telles institutions et le manque de capacités nationales posent des problèmes pour répondre de manière adéquate et efficace aux cyberattaques. Les équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) jouent un rôle essentiel dans la solution.

Évolution de l'environnement des structures administratives depuis 2008

**4.3** Des progrès considérables ont été accomplis au cours de la dernière décennie en ce qui concerne le Pilier 3. De nombreuses organisations nationales, régionales et internationales ont été mises en place pour s'attaquer au problème de la cybersécurité.

**4.4** Parmi les exemples d'initiatives nationales et régionales, citons AFRIPOL, AMERIPOL, GCCPOL, le Centre de cybersécurité d'Océanie (OCSC), le Centre de cybersécurité australien (ACSC), le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3), le Centre de coordination sur la cybercriminalité de l'Inde (I4C) et le portail de signalement de la cybercriminalité, Le Centre national de préparation aux incidents et de stratégie pour la cybersécurité et le Centre de lutte contre la cybercriminalité du Japon (JC3), l'Agence nationale de cybersécurité de Malaisie (NACSA), l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information de France (ANSSI), le Centre national de cybersécurité de Lituanie (NCSC), le Centre national pour la cybersécurité de Suisse, le Centre national de cybersécurité du Royaume-Uni (NCSC), la Cellule de coordination internationale de la cybercriminalité des États-Unis (IC4), le Centre national de coordination des incidents informatiques de Russie, ainsi que le Centre consultatif de coordination des interventions en cas d'incident informatique de l'Organisation du traité de sécurité collective (CCC CSTO), le Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE) et le Programme de cybersécurité de l'OEA, ainsi que l'Autorité nationale de cybersécurité (NCA) d'Arabie saoudite.

**4.5** Malgré l'investissement croissant des États Membres dans les équipes CIRT et le rayonnement régional et international indépendant de ces équipes nationales, 85 pays n'ont toujours pas d'équipe CIRT nationale − une situation très préoccupante compte tenu de la nature mondiale des cybermenaces[[32]](#footnote-32).

**4.6** L'UIT, par l'intermédiaire de son Bureau de développement, travaille avec les États Membres, des partenaires et des organisations régionales ou internationales pour renforcer les capacités aux niveaux national et régional, déployer des moyens et aider à la création et au renforcement d'équipes CIRT nationales. À ce jour, près de 80 expertises de l'état de préparation des équipes CIRT ont été menées par l'UIT pour aider les pays à évaluer leur état de préparation national en matière de cybersécurité et leurs capacités d'intervention en cas d'incident[[33]](#footnote-33). L'UIT a apporté son aide à la création ou au renforcement de 14 équipes CIRT nationales pour les États Membres concernés[[34]](#footnote-34). Pour réaliser ces évaluations des pays, l'UIT collabore avec des partenaires comme le Forum pour les des équipes d'intervention et de sécurité en cas d'incident (FIRST) et le Centre mondial des capacités de cybersécurité, entre autres.

**4.7** En ce qui concerne les organisations internationales, plusieurs initiatives ont été prises, dont voici quelques exemples:

• Le [Centre mondial des capacités de cybersécurité](https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/cyber-security/) (GCSCC) est un centre international de recherche sur le renforcement efficace et effectif des capacités en matière de cybersécurité, et a collaboré avec l'UIT à l'élaboration du [Guide d'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/cybersecurity-national-strategies.aspx) (NCS), qui est actuellement utilisé pour fournir des exercices pratiques sur ces stratégies, ainsi qu'une formation sur les bonnes pratiques pour les pays sur l'élaboration d'un cadre efficace de stratégie nationale en matière de cybersécurité.

• Le [Forum mondial sur la cyberexpertise](https://www.thegfce.com/) (GFCE), créé en 2015, a pour objectif d'échanger les bonnes pratiques et de fournir des compétences spécialisées sur le renforcement des cybercapacités aux pays, aux organisations internationales et au secteur privé. Le GFCE et l'UIT sont les cofondateurs de [l'initiative sur la maturité des équipes CSIRT](https://cybilportal.org/projects/csirt-maturity-initiative-3/) et ont collaboré sur des activités de cybersécurité comme le "[Kit pratique de lutte contre la cybercriminalité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/worldbank-combating-cybercrime-toolkit.pdf)".

• Le [Complexe mondial INTERPOL pour l'innovation](https://www.interpol.int/fr/Actualites-et-evenements/Actualites/2014/Le-Complexe-mondial-INTERPOL-pour-l-innovation-ouvre-ses-portes) (IGCI), inauguré en 2015 à Singapour, fournit aux services nationaux d'application de la législation un soutien opérationnel et une formation spécialisés pour faire face à l'évolution de la criminalité. En 2018, l'UIT et INTERPOL ont signé un accord de coopération visant à établir un cadre officiel pour que ces deux organisations coopèrent dans leur intérêt mutuel et dans le cadre de leurs mandats et ressources respectifs afin d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC.

• Le [Centre d'excellence de coopération pour la cyberdéfense de l'OTAN](https://ccdcoe.org/research/tallinn-manual/) (CCDCE), lancé à Tallinn en 2008, fournit les résultats de ses recherches sur les mesures de cyberdéfense et favorise la cybersécurité par des exercices ciblant les experts techniques, le personnel militaire et les pays membres décideurs.

• Le WEF a lancé un nouveau [Centre mondial pour la cybersécurité](https://www.weforum.org/centre-for-cybersecurity/) en 2018 dans le but d'établir une plate-forme mondiale pour les gouvernements, les entreprises, les experts et les organismes d'application de la loi afin de collaborer sur les défis de la cybersécurité. La même année, l'UIT et le WEF sont convenus de coopérer à la promotion de projets et d'initiatives de cybersécurité visant à atténuer les cybermenaces et d'explorer d'autres possibilités de coopération pour soutenir la cybersécurité.

Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 3 – Structures administratives

|  |
| --- |
| **4.8** Tout en reconnaissant que les recommandations du Rapport du HLEG de 2008 ont bien servi à orienter les efforts de l'UIT dans le cadre Pilier 3 et restent pertinentes, les lignes directrices proposées ci-après, qui concernent en particulier les travaux du Bureau de développement de l'UIT (BDT), pourraient contribuer à renforcer les efforts à cet égard: **a)** L'UIT devrait continuer à aider les pays en développement à mettre en place des équipes CIRT nationales et d'autres unités/organisations techniques connexes. **b)** L'UIT devrait donner la priorité aux pays où des structures administratives appropriées en matière de cybersécurité n'ont pas encore été mises en place.**c)** L'UIT devrait encourager une collaboration plus ouverte et plus inclusive ainsi que la coordination entre les diverses organisations nationales, régionales ou internationales engagées dans l'effort de mise en place de structures administratives nationales durables pour assurer un soutien efficace et éviter tout chevauchement d'activité.**d)** L'UIT devrait intensifier ses efforts pour mesurer les engagements institutionnels des États Membres, en s'appuyant sur des outils comme l'Indice mondial de cybersécurité, pour promouvoir la cybersécurité en tant que catalyseur intersectoriel de leur transformation numérique. |

|  |
| --- |
| **e)** Pour les structures nationales en particulier, l'UIT devrait aider les États Membres à élaborer des stratégies pour mettre en place un cadre de coordination faisant intervenir toutes les entités publiques afin d'améliorer la mise en œuvre cohérente et transversale des efforts nationaux en matière de cybersécurité.**f)** L'UIT devrait continuer à encourager une plus grande collaboration entre les structures administratives de cybersécurité aux niveaux régional et mondial par des activités comme les cyberexercices, entre autres. |

# Section 5 Pilier 4: Renforcement des capacités

Introduction

**5.1** Le renforcement et le déploiement de compétences appropriées, d'une culture de la cybersécurité et de bonnes pratiques parmi toutes les parties prenantes est un enjeu majeur.

**5.2** Tous les pays et toutes les organisations sont confrontés au besoin d'avoir les ressources humaines et les compétences suffisantes et nécessaires pour:

• mettre en œuvre des mesures de cybersécurité stratégiques et opérationnelles;

• maîtriser les risques;

• gérer les crises liées aux incidents liés à la sécurité (cyberattaques);

• renforcer la robustesse et la résilience des infrastructures; et

• faire adopter des comportements et des pratiques cohérents.

**5.3** Il importe aussi de relever que, compte tenu des progrès rapides des TIC et des problèmes d'accès et de connectivité déjà existants, les utilisateurs finals − et en particulier les populations comme les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers − peuvent souvent être plus vulnérables aux menaces et aux incidents de sécurité. Les programmes d'éducation en matière de cybersécurité, outre la sensibilisation aux menaces de cybersécurité qui touchent les utilisateurs finals vulnérables, pourraient donc être essentiels pour réduire les risques de cybersécurité pour la société dans son ensemble.

Évolution de l'environnement du renforcement des capacités depuis 2008

**5.4** La cybersécurité ayant une dimension mondiale et traitant d'un large éventail de questions − comme l'utilisation ou la mauvaise utilisation des TIC, les mesures techniques, les questions économiques, juridiques et politiques − il importe d'élaborer une culture mondiale de la cybersécurité pour améliorer le niveau de compréhension de chaque acteur de la chaîne de la cybersécurité. Lors de la mise au point et de l'élaboration d'une culture de la cybersécurité, l'un des principaux défis consiste à définir correctement les problèmes mondiaux et internationaux et les besoins locaux spécifiques. Les normes internationales ne peuvent que contribuer à recenser les principaux problèmes mondiaux et génériques liés à une culture de la cybersécurité, car les cultures reposent principalement sur des facteurs locaux et temporels qui répondent à la multitude de contextes, points de vue et besoins des utilisateurs finals.

**5.5** Il importe d'organiser une intervention collective pour protéger les infrastructures numériques. Ceci est de plus en plus urgent, car l'évolution technologique va dans le sens d'une interconnectivité plus grande et permanente par l'intermédiaire des TIC[[35]](#footnote-35). Tout ce qui peut être connecté pourrait être piraté. De plus, la miniaturisation des composants due aux nanotechnologies, notamment divers types de puces intelligentes et autonomes, a conduit à intégrer ces puces dans des technologies qui touchent à l'ensemble de nos activités.

**5.6** Le Programme GCA a servi de cadre interdisciplinaire novateur et efficace pour les efforts de renforcement des capacités, à partir duquel des interventions mondiales, programmables et spécifiques peuvent continuer à être élaborées par les acteurs concernés afin de collaborer efficacement. Le cadre du Programme GCA est bien conçu pour relever le défi de la construction d'une société de l'information inclusive.

**5.7** Les recommandations formulées à cet égard par le Rapport du HLEG de 2008 restent d'actualité. Compte tenu des travaux réalisés par l'UIT, en particulier depuis la première publication du "[Guide de cybersécurité pour les pays en développement](https://www.itu.int/pub/D-STR-SECU-2006/fr)" en 2006, et sur la base du cadre du Programme GCA et du Rapport du HLEG de 2008, des travaux approfondis ont été menés dans les États Membres sur le renforcement des capacités − y compris des activités de formation, de sensibilisation et d'éducation aux niveaux national, régional et international.

**5.8** En utilisant le cadre du Programme GCA, l'UIT continue d'aider les pays, notamment en renforçant les capacités et les compétences humaines nécessaires, en définissant leur stratégie nationale de cybersécurité, en contribuant à développer les compétences nécessaires à la gestion des équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et en mettant au point des ressources pour la protection en ligne des enfants.

**5.9** Par exemple, pour ce qui est de la sensibilisation, il importe de reconnaître la contribution de [l'Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI). Depuis son premier lancement en 2015, le GCI − qui mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité − a été publié trois fois grâce à la forte demande des États Membres, du secteur privé, des établissements universitaires et d'autres acteurs. Grâce à son engagement pour sensibiliser le public, le GCI continue d'aider les États Membres à améliorer leur position en matière de cybersécurité en partageant les bonnes pratiques pour une mise en œuvre efficace de la cybersécurité. Le GCI s'est révélé être un outil de sensibilisation inestimable et devrait continuer à être exploité et renforcé.

Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 4 – Renforcement des capacités

**5.10** Des mesures spécifiques devraient être prises au niveau national pour renforcer ou améliorer les capacités de cybersécurité des différentes parties prenantes afin de pouvoir traiter les questions de cybersécurité nationales et internationales. Les activités de renforcement des capacités se déroulant principalement au niveau national, des ressources appropriées devraient être allouées aux acteurs nationaux[[36]](#footnote-36).

**5.11** En outre, dans une perspective mondiale, l'autonomisation des ressources humaines nécessite un cadre éducatif général, modulaire et souple en matière de cybersécurité pour répondre aux besoins d'une sensibilisation accrue du public et de fournir un programme d'études adapté à des professionnels spécifiques. Une attention particulière devrait être accordée à l'écart entre les hommes et les femmes dans ce domaine. Il y aurait jusqu'à 3,5 millions d'offres d'emploi liées à la cybersécurité d'ici à 2021[[37]](#footnote-37). Il y a beaucoup de capital humain inexploité qui peut être mis à contribution dans le domaine de la cybersécurité, notamment les femmes qui ne représentent encore que 20% de la main-d'œuvre dans ce domaine[[38]](#footnote-38).

**5.12** La qualité de l'instruction au niveau scolaire ou universitaire et de la sensibilisation du grand public dépend dans une certaine mesure de la qualité, de la maturité et de la pertinence de la recherche.

**5.13** De plus, il importe de veiller à renforcer les capacités des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui sont désormais des acteurs clés de l'économie numérique en pleine croissance, en favorisant leur confiance dans l'utilisation des TIC (y compris le large bande et l'Internet) et en réduisant leur vulnérabilité aux attaques.

|  |
| --- |
| **5.14** À la lumière de ce qui précède, le Programme GCA et les recommandations contenues dans ce Pilier du Rapport du HLEG de 2008 continuent de fournir un cadre solide qui améliore et favorise une approche interdisciplinaire du renforcement des capacités. Au regard de cette considération, il est proposé que l'UIT, par l'intermédiaire de son Bureau de développement (BDT): **a)** Continue de favoriser une collaboration plus ouverte et plus inclusive, ainsi que la coordination, entre les diverses organisations nationales, régionales ou internationales engagées dans le renforcement des capacités en matière de cybersécurité, afin de garantir l'efficacité et d'éviter tout chevauchement d'activité. **b)** Continue de soutenir les pays en développement dans leurs efforts de renforcement des capacités en matière de cybersécurité, avec l'appui des communautés nationales et internationales de renforcement des capacités en matière de cybersécurité.**c)** Continue d'aider les pays en développement, en collaboration avec les partenaires intéressés et d'autres communautés de développement des capacités, à élaborer des stratégies, des plans, des politiques et des capacités d'intervention en cas d'incident en matière de cybersécurité au niveau national.**d)** Renforce la promotion et facilite l'échange de bonnes pratiques des États Membres afin d'aider les pays en retard dans le domaine de la cybersécurité à améliorer leur position en matière de cybersécurité et à réduire l'écart en matière de capacités.**e)** Continue de faire évoluer ses activités de renforcement des capacités, en tenant compte de la nécessité d'acquérir de nouvelles compétences pour s'adapter aux besoins de sécurité des technologies émergentes. À cet égard, il convient de favoriser une plus grande collaboration avec les établissements universitaires.**f)** Continue d'accorder une attention particulière aux besoins des groupes les plus vulnérables − comme les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers ainsi que les personnes âgées − dans les efforts de renforcement des capacités.**g)** Continue de développer et de renforcer le GCI, outil de renforcement des capacités.**h)** Élabore un "Guide de mise en œuvre du programme d'éducation à la cybersécurité" dans le but d'aider les États Membres à élaborer/adopter des cours sur la cybersécurité pour les jeunes dans les systèmes d'éducation primaire, secondaire, universitaire et professionnelle des adultes afin de contribuer à la formation d'un plus grand nombre de professionnels de la cybersécurité dans le monde.**i)** Continue de faciliter le recensement des activités de recherche liées à la cybersécurité ou les dialogues entre les différentes parties prenantes, en particulier dans les domaines des technologies émergentes, en tirant parti de la participation des membres issus du milieu universitaire à l'UIT, comme cela a été fait, par exemple, dans le cadre du Sommet mondial annuel de l'UIT sur l'intelligence artificielle au service du bien social.**j)** Diffuse des outils, des ressources et des bonnes pratiques aux États Membres, au secteur privé et aux autres parties prenantes dans le but de soutenir leurs efforts pour renforcer la capacité des MPME à relever les défis en matière de sécurité et d'instaurer la confiance dans l'utilisation des TIC par les MPME.**k)** Continue de favoriser une culture de la cybersécurité. |

# Section 6 Pilier 5: Coopération internationale

Introduction

**6.1** Il ressort clairement de la dernière décennie qu'aucune entité ou organisation ne peut à elle seule relever l'ensemble des défis actuels et qui se font jour en matière de cybersécurité. Ces défis peuvent être relevés grâce à des partenariats allant de pair avec une collaboration et une coordination étroites entre toutes les parties prenantes afin de contribuer à la mise en place d'un écosystème des TIC universellement disponible, ouvert, sûr et digne de confiance.

**6.2** Le Pilier 5 sur la Coopération internationale est donc un pilier intersectoriel du Programme GCA – il forme la base de tous les aspects liés à l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC. Dans le Rapport du HLEG de 2008, ce Pilier visait à élaborer une stratégie pour la coopération, le dialogue et la coordination internationaux face aux cybermenaces.

Évolution de l'environnement de la coopération internationale 2008[[39]](#footnote-39)

**Dialogues mondiaux de haut niveau**

**6.3** Les débats sur les divers aspects de la cybersécurité − y compris les aspects techniques, la cybercriminalité, la vie privée, la protection des données et autres – ont lieu dans le cadre de nombreux forums et processus. Certains d'entre eux ont été organisés par diverses institutions spécialisées des Nations Unies, notamment l'UIT ou d'autres organisations internationales, et d'autres ont été lancés par d'autres parties prenantes, comme le Processus de Londres, la Commission mondiale sur la stabilité du cyberespace, des groupes comme le G20, ainsi que divers autres forums internationaux et régionaux.

**6.4** Si tous les forums et processus font un bon travail de sensibilisation et d'amélioration de la compréhension, il importe d'identifier les synergies entre ces différents efforts pour que la communauté internationale puisse se réunir et trouver des solutions.

**6.5** L'Organisation des Nations Unies, avec son importante capacité de rassemblement, est bien placée pour favoriser la coopération, le dialogue et la coordination au niveau international entre les parties prenantes de tous les pays pour relever les défis liés au cyberespace. Comme le souligne le Rapport du HLEG de 2008, l'UIT, compte tenu de sa position au sein du système des Nations Unies en tant qu'institution spécialisée dans les TIC, peut continuer à jouer un rôle de premier plan, dans le cadre de son mandat, dans les domaines connexes.

**6.6** Alors qu'une "Conférence mondiale" était proposée dans la Recommandation 1.15 du Rapport du HLEG de 2008[[40]](#footnote-40), des conférences, forums et processus actuels nés du processus du SMSI et qui se sont ensuite renforcés – le [Forum du SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2020/fr) sur les questions liées au développement et l'[IGF](https://www.intgovforum.org/multilingual/fr/) sur la gouvernance – pourraient aussi être mieux utilisés à cet égard. Le Forum du SMSI, le plus grand rassemblement annuel des acteurs des TIC au service du développement (ICT4D) offre plusieurs mécanismes pour rassembler la communauté mondiale afin de débattre et de recenser des solutions concrètes aux défis du développement concernant le renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC (grande orientation C5), y compris, entre autres, la partie des coordonnateurs des grandes orientations, les dialogues de haut niveau et des séances ciblées pour les parties prenantes.

**6.7**Une évolution importante au cours de la dernière décennie a été la reconnaissance de l'importance essentielle de la cybersécurité au plus haut niveau politique des gouvernements nationaux. Cela se traduit par l'adoption, par de nombreux pays, d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques avec la création de mécanismes de coordination centrale intersectorielle qui relèvent généralement directement des chefs d'État ou de gouvernement.

**6.8** Une autre évolution connexe a été le nombre élevé de débats bilatéraux entre des pays et régions avancés sur le plan technologique, par exemple les dialogues de haut niveau États‑Unis – Chine[[41]](#footnote-41), le dialogue Russie – États-Unis[[42]](#footnote-42), le dialogue Royaume-Uni – Inde sur la cybersécurité[[43]](#footnote-43), le dialogue République de Corée – Australie sur les politiques de cybersécurité[[44]](#footnote-44), le cyberdialogue UE – Japon[[45]](#footnote-45), etc.

**Partenariats multi-parties prenantes internationaux**

**6.9** L'UIT a connu certains succès dans le soutien à la coopération internationale de par son rôle de coordonnateur unique de la grande orientation C5 du SMSI.

**6.10** L'UIT a mis en place une série de partenariats multi-parties prenantes, que ce soit par:

• des mécanismes formels comme des protocoles d'accord ou des arrangements similaires (par exemple avec FIRST, Interpol, l'ONUDC, le WEF et d'autres);

• des initiatives comme la protection en ligne des enfants, en partenariat avec plus de 30 entités de tous les groupes de parties prenantes; ou

• de mécanismes comme les Groupes spécialisés, par exemple les Groupes spécialisés sur les technologies de registres numériques, les technologies quantiques, l'IA et la santé, etc., qui donnent à toutes les parties prenantes la possibilité d'examiner des questions relatives à la confiance dans les nouvelles technologies.

**6.11** L'UIT a considérablement accru le nombre de ses parties prenantes au cours de la dernière décennie, en particulier parmi les entreprises du secteur privé et les établissements universitaires. Elle compte 193 États Membres et près de 900 entreprises, établissements universitaires et organisations internationales et régionales, ce qui reflète l'évolution rapide de la société numérique.

Une meilleure coordination au sein du système des Nations Unies

**6.12** L'articulation complexe du mandat du système des Nations Unies peut parfois entraver une approche harmonisée pragmatique et efficace. Il est donc impératif que la famille des Nations Unies continue à travailler à l'harmonisation de ses efforts, notamment en rationalisant les programmes et les activités en matière de cybersécurité afin d'être plus efficace.

**6.13** Il n'en reste pas moins que les différentes institutions spécialisées des Nations Unies doivent agir en fonction des indications fournies par leurs membres concernés et l'élargissement des canaux de dialogue international ne peut que contribuer à une compréhension plus globale et à une communauté de vues sur les questions en jeu.

**6.14** Il importe d'œuvrer à l'établissement d'une communauté de vues au sein des Nations Unies sur les besoins et les exigences à remplir pour établir correctement des programmes et des initiatives qui appuieraient efficacement les efforts entrepris par les gouvernements, le secteur privé et toutes les autres parties prenantes concernées.

**6.15** Une première étape importante a été franchie en 2010 en vue de renforcer la coordination interne entre les institutions spécialisées des Nations Unies dans leur assistance aux États Membres en matière de cybersécurité. En collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et 33 autres institutions des Nations Unies, l'UIT a mené un effort de deux ans pour mettre au point un cadre à l'échelle du système des Nations Unies sur la cybersécurité et la cybercriminalité, qui a été approuvé par le Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) en novembre 2013.

**6.16** Bien qu'il s'agisse d'une étape clé, d'autres changements systémiques sont nécessaires afin d'assurer une coordination efficace. La priorité accordée à la coopération numérique par le Secrétaire général des Nations Unies[[46]](#footnote-46) offre la possibilité d'aborder la nécessité pour la famille des Nations Unies dans son ensemble de continuer d'améliorer la coordination et la coopération internes en ayant recours à divers mécanismes interorganisations, y compris le CCS.

Lignes directrices pour l'utilisation du Pilier 5 – Coopération internationale

|  |
| --- |
| **6.17** Étant donné la nature transversale de ce Pilier et compte tenu de la diversité des collaborations et des partenariats dans les différents Secteurs de l'UIT, il est essentiel que tous les Secteurs de l'UIT travaillent en étroite collaboration et coordonnent leurs efforts, tant au niveau interne qu'externe, en utilisant des mécanismes de coordination intersectorielle efficaces et des coordonnateurs désignés. Les Recommandations du Rapport du HLEG de 2008 à cet égard restent pertinentes et, sur la base des informations fournies dans la section ci-dessus, les lignes directrices suivantes sont proposées pour l'utilisation du Pilier 5:**a)** Les Nations unies ont un rôle unique à jouer pour favoriser la coopération, le dialogue et la coordination entre tous les pays, ainsi qu'avec le secteur privé et les autres parties prenantes, sur les questions de cybersécurité mondiale. L'UIT, compte tenu de sa position au sein du système des Nations Unies en tant qu'institution spécialisée dans le domaine des TIC et coordonnateur unique de la grande orientation C5 (Instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC), devrait continuer à jouer un rôle de premier plan, dans le cadre de son mandat, dans les domaines connexes.**b)** Sur la base du processus du SMSI et compte tenu des efforts du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la coopération numérique – en particulier la Recommandation 4 (Engagement mondial en faveur de la confiance et de la sécurité), l'UIT devrait contribuer à renforcer les efforts de facilitation en réunissant les différents acteurs, y compris les organisateurs des différents processus. Ces efforts pourraient être déployés par l'intermédiaire des mécanismes offerts dans le cadre des processus liés à la grande orientation C5 par le biais du Forum du SMSI, ainsi que par ceux offerts par l'IGF, entre autres.**c)** S'il convient de continuer à encourager les débats bilatéraux et multilatéraux entre les principaux acteurs, étant donné la nature mondiale des cybermenaces, il importe également de faciliter des échanges plus larges entre des groupes plus nombreux, y compris le secteur privé et d'autres parties prenantes. L'UIT pourrait jouer un rôle de coordonnateur à cet égard - en travaillant avec des partenaires pour aider à réunir les États Membres et d'autres parties prenantes dans le contexte mondial plus large des Nations Unies.**d)** L'UIT devrait continuer à explorer des mécanismes novateurs et souples pour établir des partenariats, en tenant compte de l'évolution rapide du secteur technologique et de l'éventail des nouvelles entités qui apparaissent − en particulier les start-up et les MPME.**e)** L'UIT devrait continuer à codiriger, avec d'autres institutions clés de la famille des Nations Unies, les efforts visant à harmoniser les initiatives internes des Nations Unies et à rationaliser ses programmes et activités en matière de cybersécurité pour être plus efficace au service de la communauté internationale. |

# Section 7 Lignes directrices générales pour le cadre du Programme GCA

|  |
| --- |
| **7.1** Le processus d'élaboration de lignes directrices pour l'utilisation du Programme GCA a permis de dégager quelques grandes lignes directrices transversales qui sont applicables et pertinentes dans le cadre des travaux de l'UIT et des cinq Piliers du Programme GCA. Reconnaissant les liens étroits entre les Piliers et la nécessité pour l'UIT et ses membres d'œuvrer à une vision globale et complète de l'action en matière de cybersécurité, ces lignes directrices générales sont proposées ci-dessous: **a)** Compte tenu de la prolifération de parties prenantes, d'organisations, de partenariats et de lieux de rencontre qui travaillent sur la cybersécurité et sont à l'origine de différents aspects du progrès, l'UIT devrait continuer à renforcer et à étendre ses collaborations et ses missions au bénéfice collectif de toutes ces parties prenantes pour améliorer le partage des connaissances et l'échange de renseignements et de compétences tout en évitant tout chevauchement des efforts.**b)** L'UIT devrait servir de répertoire d'informations pour les diverses activités, initiatives et projets mondiaux qui sont menés sur différents aspects de la cybersécurité par d'autres parties prenantes et organisations actives dans ce domaine qui peuvent avoir le mandat, le rôle et/ou les responsabilités principaux pour ces aspects spécifiques pour permettre à la communauté internationale d'avoir un point d'accès facile à toutes ces ressources.**c)** Tous les travaux menés par l'UIT dans le cadre du Programme GCA devraient être guidés par une évaluation claire des besoins et des objectifs de ses membres, des résultats requis pour y répondre et conformément à des mesures et des paramètres appropriés conçus spécialement à cette fin.**d)** L'UIT devrait continuer à suivre le développement et l'utilisation des TIC nouvelles et émergentes pour guider les États Membres et les parties prenantes sur les aspects de sécurité de ces technologies et, le cas échéant, sur leur application potentielle pour contrer les cybermenaces.**e)** Étant donné les incidences intrinsèquement transnationales et intersectorielles de la cybersécurité, l'UIT devrait promouvoir des activités, des initiatives et des projets qui peuvent aider les États Membres à favoriser une approche faisant intervenir toutes les entités publiques pour s'attaquer à ce problème.**f)** Conscients du défi urgent que pose la cybersécurité aux niveaux national et international, les pays sont encouragés à continuer d'élever la question de la cybersécurité au plus haut niveau de l'élaboration des politiques et de la gouvernance au sein de leur gouvernement. |

Annexe 1

Quelques exemples de l'évolution de la situation aux
niveaux régional et mondial depuis 2008[[47]](#footnote-47)

**1** **La Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité de 2001** a été ratifiée par 65 États et signée, mais non ratifiée, par 3 États (mars 2020) et des négociations sur un **deuxième Protocole** ont commencé en 2017 avec pour objectif de conclure en 2020[[48]](#footnote-48). Une déclaration sur une coopération internationale renforcée en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques "*Vers un protocole à la Convention de Budapest*"[[49]](#footnote-49)a été faite le19 mars 2018 dans les termes suivants: *Les questions à résoudre sont complexes et il peut être difficile de parvenir à un consensus sur les options actuellement proposées. Toutefois, si l'on ne parvient pas à un accord sur des solutions, les gouvernements risquent d'être de moins en moins capables de maintenir l'État de droit pour protéger les individus et leurs droits dans le cyberespace.*

**2 Des organisations régionales** ont élaboré après 2008 des conventions, déclarations, accords ou lignes directrices sur la cybersécurité et la cybercriminalité, dont voici quelques exemples:

• Accord entre les gouvernements des États Membres de la Shanghai Cooperation Organization sur la coopération dans le domaine de la sécurité des réseaux d'information internationaux (2009);

• Convention sur la lutte contre les infractions en matière de technologies de l'information de la Ligue des États arabes (2010);

• UIT & Commission européenne – Appui à l'établissement de politiques harmonisées pour le marché des TIC dans les pays ACP (2012);

• Directive de l'Union européenne relative aux attaques contre les systèmes d'information (2013);

• Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel (2014);

• Plan d'action stratégique de l'APEC TEL 2016-2020 (2015);

• Directive de l'Union européenne sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information (NIS 2016);

• OTAN – Manuel de Tallinn 2.0: applicabilité du droit international aux cyberopérations (2017);

• Déclaration de l'ANASE sur la prévention et la lutte contre la cybercriminalité (2017);

• Règlement général de l'Union européenne sur la protection des données (2018); et

• Cyberdéclaration du Commonwealth (2018).

3 Diverses organisations ont élaboré des déclarations, des accords ou des lignes directrices, notamment:

**3.1** Le [Forum de Paris sur la paix, en 2018](https://parispeaceforum.org/fr/), a été l'occasion du lancement le 12 novembre 2018 d'une déclaration par le président français Emmanuel Macron, intitulée *Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberespace*, qui comprend notamment l'observation suivante: *Nous reconnaissons que la menace constituée par la cybercriminalité impose de redoubler d'efforts afin d'améliorer la sécurité des produits que nous utilisons, de renforcer nos défenses face aux criminels et de favoriser la coopération entre toutes les parties prenantes, tant à l'intérieur de nos frontières nationales qu'au-delà de celles-ci, et que la Convention de Budapest sur la cybercriminalité est à cet égard un outil essentiel*. Cette déclaration de haut niveau visait à élaborer des principes communs pour la sécurisation du cyberespace. 78 pays ont signé *l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberespace* (avril 2020)[[50]](#footnote-50).

**3.2 La Cyberdéclaration du Commonwealth de 2018**[[51]](#footnote-51) a été approuvée à l'unanimité par les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Londres du 16 au 20 avril 2018. Les dirigeants de 53 pays ont décidé, dans cette déclaration, de lutter contre la cybercriminalité et de promouvoir une bonne cybersécurité, en reconnaissant l'importance de la coopération internationale et en *prenant acte des menaces qui pèsent sur la stabilité du cyberespace et l'intégrité des infrastructures essentielles et en affirmant leur engagement commun à respecter pleinement les principes et les objectifs de la Charte des Nations unies pour atténuer ces risques*.

**3.3** [**La Déclaration de Johannesburg du Sommet des BRICS**](https://www.mea.gov.in/bilateral-documents.htm?dtl/30190/10th_BRICS_Summit_Johannesburg_Declaration)le 26 juillet 2018 par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

**3.4** [**La Déclaration des dirigeants du G-20 au Sommet du G-20 en 2018 (Buenos Aires, Argentine) "Construire un consensus pour un développement équitable et durable"**](http://www.g20.utoronto.ca/2018/2018-leaders-declaration.html)a été adoptée le 1er décembre 2018. Elle réaffirme l'importance de traiter les questions de sécurité dans l'utilisation des TIC et soutient la libre circulation des informations, des idées et des connaissances, tout en respectant les cadres juridiques applicables et en s'efforçant de renforcer la confiance des consommateurs, la protection de la vie privée, la protection des données et les droits de propriété intellectuelle.

**3.5** [**Un accord des entreprises des secteurs technologiques sur la cybersécurité**](https://cybertechaccord.org/?utm_source=t.co&utm_medium=referral) a été lancé le 17 avril 2018 par des entreprises informatiques mondiales sous la direction de Microsoft et de Facebook. Ce Cybersecurity Tech Accord est *"un engagement public pris par plus de 30 entreprises mondiales en vue de protéger et d'autonomiser les civils en ligne et d'améliorer la sécurité, la stabilité et la résilience du cyberespace"*. Le nombre actuel de signataires comprend 143 entreprises (avril 2020)[[52]](#footnote-52).

**3.6** La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres du 16 au 20 avril 2018 a adopté une [**Cyberdéclaration du Commonwealth**](http://www.thecommonwealth.org/sites/default/files/inline/CommonwealthCyberDeclaration_1.pdf). Les dirigeants de 53 pays ont décidé dans cette déclaration de lutter contre la cybercriminalité et de promouvoir une bonne cybersécurité. Elle reconnaît l'importance de la coopération internationale pour lutter contre la cybercriminalité et promouvoir la stabilité dans le cyberespace et de respecter pleinement les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies.

**3.7** Lancé au printemps 2018, le [**Dialogue de Genève sur les comportements responsables dans le cyberespace**](https://genevadialogue.ch/)vise à définir les rôles et responsabilités des acteurs qui contribuent à une plus grande sécurité et stabilité dans le cyberespace dans le contexte de la paix et de la sécurité internationales. Actuellement dans sa deuxième phase, le dialogue se concentrera sur les rôles et les responsabilités du secteur privé. Le projet vise à réunir les acteurs du secteur privé au niveau mondial pour examiner un comportement responsable dans le cyberespace, aider le secteur privé à développer ses capacités à comprendre et suivre les processus politiques et diplomatiques internationaux et à y contribuer de manière significative et faciliter le dialogue entre les entreprises internationales en vue de définir des principes et un plan d'action contribuant aux efforts mondiaux accomplis aux Nations Unies et ailleurs.

**3.8** L'Union européenne et ses États membres, par la [**Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne − appel à promouvoir et à adopter un comportement responsable dans le cyberespace**](https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/02/21/declaration-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-european-union-call-to-promote-and-conduct-responsible-behaviour-in-cyberspace/), ont souligné leur volonté de continuer à promouvoir un comportement responsable dans le cyberespace par l'application du droit international, de normes de comportement responsable des États, de mesures de confiance régionales et du cadre de l'UE pour une réponse diplomatique commune aux cyberactivités malveillantes.

4 Évolution de la situation aux Nations Unies:

**4.1** [**La Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 2 novembre 2018**](https://undocs.org/fr/A/C.3/73/L.9/Rev.1)était intitulée: *Lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles.* 85 États ont voté pour l'adoption, 55 États ont voté contre et 29 États se sont abstenus. La Résolution demande au Secrétaire général de solliciter l'avis des États Membres sur les défis auxquels ils sont confrontés dans la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles et de présenter un rapport fondé sur ces avis pour examen par l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session.

**4.2 L'Assemblée générale des Nations Unies** a adopté deux résolutions[[53]](#footnote-53):

a) **"Favoriser le comportement responsable des États dans le cyberespace dans le contexte de la sécurité internationale"** (Document A/C.1/73/L.37) (adoptée par 139 voix pour, 11 contre et 18 abstentions). Par ce texte, l'Assemblée demanderait au Secrétaire général, avec l'aide d'un groupe d'experts gouvernementaux qui sera créé en 2019, de continuer à étudier les mesures de coopération possibles pour faire face aux menaces existantes et potentielles dans le domaine de la sécurité de l'information, y compris les normes, règles et principes de comportement responsable des États.

b) "**Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale**" (Document A/C.1/73/L.27.Rév.1) (adopté par 109 voix pour, 45 contre et 16 abstentions). Selon le texte, l'Assemblée déciderait de convoquer en 2019 un groupe de travail à composition non limitée agissant sur une base consensuelle pour élaborer plus avant les règles, normes et principes de comportement responsable des États.

**4.3 La Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 27 décembre 2019**: *Lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles* (3ème Commission). L'Assemblée a décidé d'établir un comité intergouvernemental spécial d'experts à composition non limitée, représentatif de toutes les régions, ayant pour mission d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles, compte étant pleinement tenu des initiatives et des instruments existant déjà en la matière au niveau international, notamment les travaux menés par le groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé d'effectuer une étude approfondie de la cybercriminalité. Par un vote enregistré de 79 voix pour, 60 contre et 30 absentions, l'Assemblée a adopté la Résolution[[54]](#footnote-54).

5 Quelques exemples de déclarations et d'appels de chefs d'État et de ministres

**5.1** Après l'attaque terroriste contre le journal français Charlie Hebdo le 7 janvier 2015, à l'invitation de **Bernard Cazeneuve, Ministre de l'intérieur de la République française, des ministres de l'intérieur et/ou de la justice de Lettonie, Rihards Kozlovskis, Président par intérim du Conseil des ministres de l'UE, d'Allemagne, Thomas de Maizière, d'Autriche, Johanna Mikl‑Leitner, de Belgique, Jan Jambon, du Danemark, Mette Frederiksen, d'Espagne, Jorge Fernandez Diaz, d'Italie, Angelino Alfano, des Pays-Bas, Ivo Opstelten, de Pologne, Theresa Piotrowska, du Royaume-Uni, Theresa May et de Suède, Anders Ygeman**, se sont réunis le 11 janvier 2015 à Paris et ont adopté la déclaration suivante en présence de **Dimitris Avramopoulos, Commissaire européen chargé des migrations et des affaires intérieures, d'Eric H. Holder Jr, Procureur général des États-Unis, d'Alejandro Mayorkas, Secrétaire adjoint à la sécurité intérieure des États-Unis, de Steven Blaney, Ministre de la sécurité publique du Canada et de Gilles de Kerchove, coordonnateur européen de la lutte contre le terrorisme**[[55]](#footnote-55):

*Nous sommes préoccupés par l'utilisation de plus en plus fréquente d'Internet pour alimenter la haine et la violence et nous manifestons notre détermination à faire en sorte que l'Internet ne soit pas utilisé abusivement à cette fin, tout en veillant à ce qu'il reste, dans le respect scrupuleux des libertés fondamentales, un espace de libre expression, dans le plein respect de la loi.*

5.2 La Première ministre britannique Theresa May a fait la déclaration suivante[[56]](#footnote-56) sur l'attaque terroriste du London Bridge qui a tué 11 personnes et en a blessé 48 autres le 3 juin 2017:

*Nous devons travailler avec les gouvernements alliés et démocratiques pour conclure des accords internationaux qui réglementent le cyberespace afin d'empêcher la propagation de l'extrémisme et la planification du terrorisme. Et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir chez nous pour réduire les risques d'extrémisme en ligne.*

5.3 [L'appel de Christchurch](https://www.appeldechristchurch.com/): la Première ministre Jacinda Ardern, de Nouvelle-Zélande, a fait une déclaration[[57]](#footnote-57) sur l'attaque terroriste de la mosquée de Christchurch qui a tué 50 personnes le 15 mars 2019:

*"Nous examinerons également le rôle joué par les médias sociaux et les mesures que nous pouvons prendre, y compris sur la scène internationale, et de conserve avec nos partenaires. Nous ne pouvons pas nous contenter d'accepter que ces plates-formes existent tout simplement et que ce qui y est dit ne soit pas de la responsabilité du lieu où elles sont publiées. C'est l'éditeur qui est responsable. Pas seulement le facteur. Il ne peut y avoir une situation dans laquelle il n'y a que des bénéfices pas de responsabilités".*

Le Président français Emmanuel Macron et la Première Ministre Jacinda Ardern ont invité un groupe de dirigeants de haut niveau de 17 pays et de sociétés informatiques comme Amazon, Facebook, Google et Microsoft à une réunion à Paris le 15 mai 2019[[58]](#footnote-58).Ce sommet visait à réunir des représentants de pays et d'entreprises technologiques pour tenter de mettre fin à la capacité d'utiliser les médias sociaux pour organiser et promouvoir le terrorisme et l'extrémisme violent. Des dirigeants du monde entier et des entreprises technologiques se sont engagés à *"éliminer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne"*. 17 pays ont initialement signé l'accord non contraignant et 31 autres pays les ont suivis le 23 septembre de la même année. L'engagement comporte trois sections ou engagements: une pour les gouvernements, une pour les fournisseurs de services en ligne et une pour les modalités de collaboration entre les deux*.*

## 5.4 Le Sommet sur l'accès licite de 2019

Le Ministère américain de la justice a organisé un Sommet sur l'accès licite[[59]](#footnote-59) le 4 octobre 2019 à l'intention des agents chargés de l'application de la loi des États et de l'État fédéral sur le thème du *maintien du chiffrement en cas de mandat.* L'objectif était de débattre du fait que les entreprises

technologiques devraient ouvrir leurs systèmes de chiffrement à la police en cas d'enquête sur des crimes. Un problème a été signalé: *les systèmes de chiffrement ont-ils transformé Internet en un espace dénué de cadre juridique?*[[60]](#footnote-60)

Le Ministre australien de l'intérieur, Peter Dutton, a présenté au Sommet la loi anti-chiffrement qui a été promulguée en Australie en décembre 2018 lorsque l'Australie a adopté la *Loi sur les télécommunications et autres modifications législatives (assistance et accès)*[[61]](#footnote-61)*.* L'objectif était aussi de garantir que les organismes publics puissent accéder légalement à un contenu de communication intelligible, puisqu'il a été estimé que d'ici à 2020, toutes les communications électroniques susceptibles de faire l'objet d'une enquête seront chiffrées.

Le 4 octobre 2019, les Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni ont également convenu d'un *Accord sur une législation CLOUD*[[62]](#footnote-62)*.*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Procès-verbal de la dix-septième séance plénière de la Conférence de plénipotentiaires, Dubaï, jeudi 15 novembre 2018, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/md/S18-PP-C-0174/en>. [↑](#footnote-ref-1)
2. Soumission du rapport de l'ancien Président du groupe d'experts de haut niveau sur le Programme GCA (C19/58), UIT, 8 mai 2019, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0058/en>. [↑](#footnote-ref-2)
3. Compte rendu de la sixième séance plénière (C19/117), UIT, 20 juin 2019, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0117/en>. [↑](#footnote-ref-3)
4. Plus de renseignements sur la procédure et sur les observations des États Membres sont disponibles à l'adresse <https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/Pages/gca-guidelines.aspx>. [↑](#footnote-ref-4)
5. Documents finals du SMSI, 2005, disponibles à l'adresse <https://www.itu.int/net/wsis/outcome/booklet.pdf>. [↑](#footnote-ref-5)
6. Juge Stein Schjolber: Rapport du président du Groupe d'experts de haut niveau, 2008, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/en/action/cybersecurity/Pages/gca.aspx>. [↑](#footnote-ref-6)
7. Les recommandations du Rapport du HLEG de 2008 sont présentées avec un résumé annoté des points de vue exprimés et des discussions qui ont eu lieu pendant la réunion au sujet de chaque recommandation. Bien que les membres du HLEG ne soient pas parvenus à un consensus complet sur chaque recommandation, la plupart des experts du HLEG étaient néanmoins largement d'accord sur de nombreuses recommandations. [↑](#footnote-ref-7)
8. La [Directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 12 août 2013 relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la Décision-cadre du Conseil (2005)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32013L0040) définit une infrastructure critique comme suit: un point, un système ou une partie de celui-ci, situé dans des États membres, qui est indispensable au maintien des fonctions vitales de la société, de la santé, de la sûreté, de la sécurité et du bien-être économique ou social des citoyens, et dont l'arrêt ou la destruction aurait un impact significatif dans un État Membre du fait de la défaillance de ces fonctions. [↑](#footnote-ref-8)
9. Nombre d'utilisateurs actifs par mois de Facebook dans le monde au 4ème trimestre 2019, disponible à l'adresse <https://www.statista.com/statistics/264810/number-of-monthly-active-facebook-users-worldwide/>. [↑](#footnote-ref-9)
10. Mark Zuckerberg: L'Internet a besoin de nouvelles règles. Commençons dans les quatre domaines suivants, Washington Post, 30 mars 2019, disponible à l'adresse <https://www.washingtonpost.com/opinions/mark-zuckerberg-the-internet-needs-new-rules-lets-start-in-these-four-areas/2019/03/29/9e6f0504-521a-11e9-a3f7-78b7525a8d5f_story.html>. [↑](#footnote-ref-10)
11. Conseil de l'Europe, négociations du Protocole, disponible à l'adresse
<https://www.coe.int/en/web/cybercrime/t-cy-drafting-group>. [↑](#footnote-ref-11)
12. Bien qu'ils ne soient pas des accords internationaux, le Manuel de Tallinn et le Manuel de Tallinn 2.0, plus exhaustif, sont des documents essentiels soutenus par le CCDCOE de l'OTAN. [↑](#footnote-ref-12)
13. Groupe d'experts gouvernementaux, disponible à l'adresse
<https://www.un.org/disarmament/group-of-governmental-experts/>. [↑](#footnote-ref-13)
14. Groupe de travail à composition non limitée, disponible à l'adresse
<https://www.un.org/disarmament/open-ended-working-group/>. [↑](#footnote-ref-14)
15. Pour plus de renseignements, veuillez vous référer aux documents suivants:

– Rapport annuel des activités de l'UIT présenté au Conseil de l'Union sur le renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/en/council/2020/Pages/default.aspx>.

– Rapport au Conseil, à sa session de 2020, sur l'utilisation du Programme GCA par l'UIT, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0036/en>. [↑](#footnote-ref-15)
16. Juge Stein Schjolberg, 2018 et Juge Stein Schjolberg, 2019, disponible à l'adresse <https://www.cybercrimelaw.net/Cybercrimelaw.html>. [↑](#footnote-ref-16)
17. Brad Smith, *The need for a Digital Geneva Convention*, 14 février 2017, disponible à l'adresse <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2017/02/14/need-digital-geneva-convention/>. [↑](#footnote-ref-17)
18. Stein Schjolberg, *The History of Cybercrime* (3ème édition, février 2020). [↑](#footnote-ref-18)
19. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-19)
20. La Commission de l'Union européenne a lancé un programme appelé [Horizon 2020](https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en) pour développer le potentiel de l'Internet des objets et le programme de travail 2016-2017 pour soutenir l'expérimentation et l'innovation. Des propositions sont sollicitées sur plusieurs sujets, dont: sécurité de l'IoT et vie privée, concepts avancés pour la sécurité de bout en bout dans des environnements IoT très répartis, hétérogènes et dynamiques. Les méthodes doivent être globales et inclure l'identification et l'authentification, la protection des données et la prévention contre les cyberattaques au niveau des dispositifs et des systèmes. Elles doivent aborder les éléments de sécurité et de protection de la vie privée pertinents comme la confidentialité, la sensibilisation et le contrôle des données des utilisateurs, l'intégrité, la résilience et l'autorisation (voir la Décision C (2015) 6776 de la Commission européenne du 13 octobre 2015). [↑](#footnote-ref-20)
21. FBI Tech Tuesday, *Building a Digital Defence Against the Internet of Things (IOT)*, 12 décembre 2017, disponible à l'adresse <https://www.fbi.gov/contact-us/field-offices/portland/news/press-releases/fbi-tech-tuesday---building-a-digital-defense-against-the-internet-of-things-iot>. [↑](#footnote-ref-21)
22. Le Gouvernement du Japon a organisé une conférence intitulée "[Cyber3 Conference](https://yosihiro.com/speech/files/2015-11-07-program.pdf)" à Okinawa, les 7 et 8 novembre 2015 qui, entre autres choses, a porté sur les facteurs humains et la dimension morale de l'IoT. [↑](#footnote-ref-22)
23. T. Ballell, *Legal challenges of artificial intelligence: modelling the disruptive features of emerging technologies and assessing their possible legal impact*, Uniform Law Review, Volume 24, Issue 2, juin 2019, pages 302-314, disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ulr/unz018>. [↑](#footnote-ref-23)
24. Un cadre juridique modèle peut être la [Directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011](https://ec.europa.eu/anti-trafficking/legislation-and-case-law-eu-legislation-criminal-law/directive-201192eu_en) relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie. [↑](#footnote-ref-24)
25. *Id.* à 16. [↑](#footnote-ref-25)
26. Ceci inclut les travaux actuellement menés par le GGE et l'OEWG. [↑](#footnote-ref-26)
27. Cette ligne directrice s'inspire des Recommandations 1.9, 1.12 et 1.14 du Rapport de 2008 du HLEG. [↑](#footnote-ref-27)
28. L'environnement des normes de l'UIT, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/net4/ITU-T/landscape#?topic=0.1&workgroup=1.3935&searchValue=&page=1&sort=Revelance>. [↑](#footnote-ref-28)
29. Rapport du HLEG, 2008, § 2.1, page 9, *id.* à 6. [↑](#footnote-ref-29)
30. Rapport du HLEG, 2008, § 2.2, page 9, *id.* à 6. [↑](#footnote-ref-30)
31. Rapport du HLEG, 2008, § 2, page 9, *id.* à 6. [↑](#footnote-ref-31)
32. Équipes CIRT nationales, UIT, disponible à l'adresse <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/national-CIRT.aspx>. [↑](#footnote-ref-32)
33. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-33)
34. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-34)
35. Tim Berners-Lee, 30 years on, what's next #ForTheWeb?, 12 mars 2019 (disponible à l'adresse <https://webfoundation.org/2019/03/web-birthday-30/>), à l'occasion du trentième anniversaire du web, dans une lettre ouverte, a soutenu que tandis que le web avait créé des possibilités, donné une voix aux groupes marginalisés et rendu notre vie quotidienne plus facile, il avait aussi créé des possibilités pour les escrocs, avait donné une voix à ceux qui répandent la haine et avait rendu toutes sortes de crimes plus faciles à commettre. [↑](#footnote-ref-35)
36. S. Ghernaouti, *Cyberpower, Crime, Conflict and Security in Cyberspace*, Presses de l'EPFL, 2013. [↑](#footnote-ref-36)
37. Laurence Bradford, *Cybersecurity needs women: Here's why*, 18 octobre 2018, disponible à l'adresse <https://www.forbes.com/sites/laurencebradford/2018/10/18/cybersecurity-needs-women-heres-why/#5a7a3cc447e8>. [↑](#footnote-ref-37)
38. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-38)
39. De plus amples informations sont données dans l'Annexe 1. [↑](#footnote-ref-39)
40. Rapport du HLEG de 2008, § 1.15, page 9, *id.* à 6. [↑](#footnote-ref-40)
41. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://www.justice.gov/opa/pr/first-us-china-law-enforcement-and-cybersecurity-dialogue>. [↑](#footnote-ref-41)
42. Factsheet U.S.-Russian Cooperation on Information and Communications Technology Security, 17 juin 2013, disponible à l'adresse <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/06/17/fact-sheet-us-russian-cooperation-information-and-communications-technol>. [↑](#footnote-ref-42)
43. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.gov.uk/government/
news/the-4th-uk-india-cyber-dialogue](https://www.gov.uk/government/news/the-4th-uk-india-cyber-dialogue). [↑](#footnote-ref-43)
44. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.minister.defence.gov.au/
minister/lreynolds/statements/australia-republic-korea-foreign-and-defence-ministers-22-meeting-2019](https://www.minister.defence.gov.au/minister/lreynolds/statements/australia-republic-korea-foreign-and-defence-ministers-22-meeting-2019). [↑](#footnote-ref-44)
45. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.mofa.go.jp/files/
000495346.pdf](https://www.mofa.go.jp/files/000495346.pdf). [↑](#footnote-ref-45)
46. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.un.org/en/digital-cooperation-panel/](https://www.un.org/fr/digital-cooperation-panel/index.html). [↑](#footnote-ref-46)
47. Les renseignements figurant dans la présente Annexe ont été compilés par M. Stein Schjolberg, juge, ancien président du HLEG. L'objectif est de fournir certains exemples de façon non exhaustive. Ces éléments sont donnés ici uniquement à titre d'information. [↑](#footnote-ref-47)
48. Conseil de l'Europe, négociations du Protocole disponible à l'adresse [https://www.coe.int/
en/web/cybercrime/t-cy-drafting-group](https://www.coe.int/en/web/cybercrime/t-cy-drafting-group). [↑](#footnote-ref-48)
49. Conseil de l'Europe, *Coopération internationale renforcée sur le cybercrime et la preuve électronique: vers un Protocole à la Convention de Budapest*, disponible à l'adresse <https://rm.coe.int/t-cy-pd-pubsummary-v6/1680795713>. [↑](#footnote-ref-49)
50. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://pariscall.international/en/](https://pariscall.international/fr/). [↑](#footnote-ref-50)
51. Cyberdéclaration du Commonwealth, disponible à l'adresse [http://www.thecommonwealth.
org/sites/default/files/inline/CommonwealthCyberDeclaration\_1.pdf](http://www.thecommonwealth.org/sites/default/files/inline/CommonwealthCyberDeclaration_1.pdf). [↑](#footnote-ref-51)
52. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://cybertechaccord.org/accord/>. [↑](#footnote-ref-52)
53. Nations Unies*, la 1ère Commission approuve 27 textes, dont 2 proposant de nouveaux groupes chargés d'élaborer des règles pour les États sur la conduite responsable dans le cyberespace*, disponible à l'adresse<https://www.un.org/press/en/2018/gadis3619.doc.htm>. [↑](#footnote-ref-53)
54. [**Dans sa déclaration du 15 janvier 2020**](https://eeas.europa.eu/delegations/council-europe_en/73052/EU%20Statement%20in%20support%20of%20the%20Council%20of%20Europe%20Convention%20on%20Cybercrime)**, l'UE n'a pas soutenu la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies:** L'UE note qu'il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures technologiquement neutres et de renforcer les capacités pour lutter efficacement contre ce type de criminalité. Toutefois, il n'y a pas de consensus sur la nécessité d'un nouveau traité international négocié dans le cadre des Nations Unies et la solution ne peut être un instrument qui pourrait abaisser les normes de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, accroître la fracture numérique et entériner le contrôle de l'Internet par les États. L'UE réaffirme son soutien aux normes élevées déjà établies dans la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité. Elle invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à ces conventions dès que possible. [↑](#footnote-ref-54)
55. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://in.ambafrance.org/Charlie-Hebdo-joint-statement-of>. [↑](#footnote-ref-55)
56. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.gov.uk/government/
speeches/pm-statement-following-london-terror-attack-4-june-2017](https://www.gov.uk/government/speeches/pm-statement-following-london-terror-attack-4-june-2017). [↑](#footnote-ref-56)
57. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://www.mfat.govt.nz/en/media-and-resources/ministry-statements-and-speeches/prime-minister-jacinda-arderns-house-statement-on-christchurch-mosques-terror-attack/>. [↑](#footnote-ref-57)
58. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.christchurchcall.com/](https://www.appeldechristchurch.com/). [↑](#footnote-ref-58)
59. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://www.justice.gov/olp/lawful-access>. [↑](#footnote-ref-59)
60. Voir aussi: Lettre ouverte du Ministre de l'intérieur – avec le Procureur général des États-Unis M. Barr, le Secrétaire à la sécurité intérieure (par intérim) M. McAleenan et le Ministre australien de l'intérieur M. Dutton − à Mark Zuckerberg, 23 décembre 2019, disponible à l'adresse <https://www.gov.uk/government/publications/open-letter-to-mark-zuckerberg/open-letter-from-the-home-secretary-alongside-us-attorney-general-barr-secretary-of-homeland-security-acting-mcaleenan-and-australian-minister-f>. [↑](#footnote-ref-60)
61. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse [https://www.justice.gov/
dag/page/file/1153466/download](https://www.justice.gov/dag/page/file/1153466/download). [↑](#footnote-ref-61)
62. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://www.justice.gov/opa/pr/us-and-uk-sign-landmark-cross-border-data-access-agreement-combat-criminals-and-terrorists>. [↑](#footnote-ref-62)